

Pau, le 10 mai 2023

ARRETE N° AP-2023-0207

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-9 et R.415-10 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant la mise en place d'un régime de priorité au rond-point des droits de l'homme formé par la rue des frères Camors, le cours Léon Bérard, l'avenue Fouchet et l'avenue du doyen Robert Poplawski ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité au carrefour giratoire formé par la rue des frères Camors, le cours Léon Bérard, l'avenue Fouchet et l'avenue du doyen Robert Poplawski ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Tout conducteur abordant le carrefour à sens giratoire formé par la rue des frères Camors, le cours Léon Bérard, l'avenue Fouchet et l'avenue du doyen Robert Poplawski, est tenu quel que soit le classement de la route qu'il s'apprête à quitter, de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

07 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

